

Mardi (après-midi) 26 janvier 2016

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale**30 2015.RRGR.579 Motion 162-2015 Seiler (Trubschachen, Les Verts)
La violence sur ordonnance**

N° de l'intervention: 162-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 01.06.2015
Déposée par: Seiler (Trubschachen, Les Verts)
(porte-parole)
Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Studer (Niederscherli, UDC)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 04.06.2015
N° d'ACE: 1445/2015 du 2 décembre 2015
Direction: SAP

La violence sur ordonnance

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes :

1. Faire le nécessaire pour réduire sensiblement la prescription de psychotropes aux enfants.
2. Déterminer, par une étude scientifique, dans quels cas les enfants et les adolescents sont moins tributaires de ces médicaments.

Développement :

« Une bonne paire de claques n'a jamais fait de mal à personne ». Les pédagogues méprisent aujourd'hui ce précepte, qui ne résout rien et qui peut aussi avoir de graves conséquences.

Mais c'est se bercer d'illusions que de croire que la violence contre les enfants et les adolescents est devenue aujourd'hui plus rare. La violence a simplement pris un autre visage : elle n'est plus directe et immédiate, mais insidieuse et glacée.

On administre aujourd'hui force Ritaline et autres psychotropes à 35 000 enfants et adolescents en Suisse pour les mater, les modeler, les calmer, en les privant ainsi de leur intégrité et de leur personnalité. C'est ce que j'appelle de la violence et de l'exploitation.

L'insouciance et la créativité de l'enfant sont sacrifiées sur l'autel du matérialisme et du conformisme, des normes PISA, des standards de formation et du consumérisme. Ces enfants et ces adolescents sont jetés en pâture à l'industrie pharmaceutique et l'industrie du divertissement, qui encaissent ainsi des milliards de bénéfices.

On organise aujourd'hui la « protection de l'enfant » à un coût encore inégalé et dans certains cas, la protection est effective. Mais il va encore falloir du temps pour tourner la page et révéler la pleine mesure des dommages causés. Comment était-ce possible, se demandera-t-on alors. Est-ce là le monde que nous voulons ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les diagnostics d'hyperactivité se sont multipliés en Suisse ces dernières années. Le nombre d'enfants et d'adolescents traités par du méthylphénidate (ritaline®) en 2012 est estimé à un à deux pour cent pour une prévalence du trouble hyperactif avec déficit d'attention (THADA) de trois à cinq pour cent. Les données de trois compagnies d'assurance du domaine de l'assurance-maladie obligatoire montrent que la proportion des jeunes dans la catégorie des 0 à 18 ans traités ainsi a augmenté de près de 40 pour cent entre 2005 et 2008. Trois postulats ont été déposés au Parlement fédéral à ce sujet en 2009. Le Conseil fédéral les a adoptés et il a indiqué le 22 mai 2013 qu'il était prêt à les traiter en même temps et à publier un rapport commun.

Ce rapport a été rendu l'année dernière par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et adopté par le Conseil fédéral le 19 novembre 2014. Il repose sur le rapport d'experts du 20 mai 2014 concernant la définition, l'utilisation et les effets de ces médicaments. Il en ressort que les enfants et les adolescents atteints de THADA bénéficient en Suisse d'une prise en charge médicale adéquate, conforme aux recommandations.

Selon le rapport de l'OFSP, il n'y a pas de raison de croire que le méthylphénidate est prescrit trop souvent en Suisse. Il existe certes des indices que l'inattention et l'hyperactivité augmentent chez les enfants et adolescents, lors d'un changement de contexte, p. ex., mais pas que la gravité de ces troubles croisse. Quant à la hausse du nombre de prescriptions de médicaments contenant du méthylphénidate, rien n'indique qu'elle soit due à un plus grand nombre de médecins spécialisés. Elle s'explique plutôt par une meilleure prise en charge. De nouvelles découvertes scientifiques témoignent de l'effet positif de la médication à court et à long terme sur les enfants et adolescents atteints de ces troubles, celle-ci étant de plus associée à une meilleure prise en charge psychologique en général. Médication et psychothérapie ne sont pas vues comme concurrentes mais comme complémentaires. Le canton de Berne n'a donc pas de raison de restreindre l'utilisation du médicament.

Comme indiqué dans le rapport du Conseil fédéral, Swissmedic recommande de recourir au méthylphénidate uniquement lorsque les mesures thérapeutiques comportementales et sociales se révèlent insuffisantes. Le traitement médicamenteux n'est jamais le premier recours. Il ne paraît donc pas utile de procéder à une analyse scientifique pour déterminer si les mesures médicales pourraient être remplacées par une intervention pédagogique. Le Conseil fédéral conclut qu'il faut garder à l'œil la prescription des médicaments contenant du méthylphénidate, tâche dont il a déjà chargé l'OFSP, pour intervenir rapidement en cas de tendance dangereuse. Il convient également de prendre des mesures en ce qui concerne la qualité du traitement, notamment d'examiner la faisabilité de projets d'assurance-qualité dans l'utilisation thérapeutique de médicaments contenant du méthylphénidate (base de données de pédiatrie).

Le Conseil fédéral constate par ailleurs que les médicaments soumis à ordonnance sont étroitement réglementés par la loi. Le devoir de précaution du personnel médical en matière d'utilisation de produits addictifs figure tant dans la loi sur les produits thérapeutiques que dans celle sur les stupéfiants, qui en punissent toute infraction et tout usage abusif. Une réglementation supplémentaire des neurostimulants n'est donc pas nécessaire. Le canton n'a, de plus, pas de compétence lui permettant de contrôler que les médecins appliquent les recommandations de Swissmedic.

Au vu de ce qui précède, il n'est pas nécessaire de légiférer au niveau cantonal. Pour ces raisons, le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir kommen zum Geschäft 30. Der Motionär verlangt punktweise Abstimmung. Die Regierung lehnt die Motion ab. Wir führen eine Freie Debatte. Grossrat Seiler hat das Wort. Wenn sich die Mitmotionäre am Anfang äussern wollen, bitte ich sie, sich anzumelden.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Wir diskutieren hier oft Vorstösse, deren Wichtigkeit weit hinter dem Komma liegt. Der vorliegende Vorstoss gehört bezüglich Wichtigkeit vor das Komma. Es geht um die existenzielle Frage, ob sich unsere Kinder und Jugendlichen zu freien, kreativen und gesunden Menschen entwickeln können sollen, mit eigenen Fuss- und Handabdrücken, mit eigenen Spuren und Gedanken, oder ob wir weiter im Hamsterrad dem sogenannten Fortschritt zuliebe immer mehr eine Welt errichten wollen, die Sachzwänge schafft und bewirkt, dass mehr junge Menschen nur noch mit Psychopharmaka zu ertragen sind. Schon heute werden schweizweit einige Zehntausend Kinder und Jugendliche mit Medikamenten an diese Welt angepasst, gestutzt, zurechtgebogen und auf die Reihe gebracht. Damit beraubt man sie ihres ureigenen Menschseins und ihrer Einzigartigkeit. Das ist eine Art Gewalt und moderne Verdingung an die Psychopharmaka-Industrie, die damit riesige Gewinne macht. Dabei will ich nicht in Abrede stellen, dass es durchaus auch Fälle gibt, in denen Ritalin einem Kind und dessen Familie hilft, über die Runden zu kommen. Noch nie wurde für den Kinderschutz so viel Geld ausgegeben. Die Probleme liegen jedoch nicht an der Oberfläche. Der Ursprung liegt tiefer. Es ist oft ein tiefer Schmerz, der auf den Herzen der Kinder liegt. Die Probleme sind seelischer Natur. Die

hilfesuchenden Menschen brauchen Beziehungen, Nähe, Wärme, Geborgenheit und eine ganzheitliche Tiefschulpädagogik mit Persönlichkeiten. Wir haben heute nicht unverschuldet eine rasante Zunahme der kalten Krankheiten mit Angst, Depressionen, Essstörungen, Selbstverletzungen, Psychosen und vielem mehr. Doch immer mehr Kinder und Jugendliche werden gegen jegliche Therapien und Medikamente resistent und so in öffentlichen Schulen, offiziellen Heimen und Kinderpsychiatrien schnell untragbar. Dann sucht man eine alternative Betreuungs- und Schulungsform. Ich selbst leite seit bald 40 Jahren eine solche Heimschule. Ich betreue in 35 Bauernhöfen und Handwerksbetrieben 45 Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene. Das tägliche praktische Tätigsein mit Hand, Herz und Kopf erzeugt eine ganzheitliche Förderung, mit der Medikamente bald einmal überflüssig werden und Freude, Selbstbewusstsein, freies Denken, Kreativität, Leistung und Gesundheit stark gefördert werden und sich entwickeln können.

Mit dem vorliegenden Vorstoss möchte ich aus meiner beruflichen Erfahrung heraus einen Anstoss für einen Kanton Bern mit weniger Psychopharmaka geben. Meine Tätigkeit und Erfahrung sowie die vielen Eltern und sozial Tätigen, die in dieselbe Richtung wirken, sind der Tatbeweis, dass es genügend Möglichkeiten gibt, auch kantonal Einfluss zu nehmen, damit der Bedarf und somit auch die Verabreichung von Psychopharmaka stark reduziert werden kann. Es ist interessant, dass es kantonal und regional betreffend den verabreichten Mengen von Ritalin starke Abweichungen gibt. Ein Nein zu dieser Motion wäre eine Weiterförderung von menschlichen Zeitbomben mit grosser, problematischer Langzeitwirkung. Ich bitte die Ratsmitglieder, zweimal ja zu sagen. Es ist ein kleiner Schritt in die richtige Richtung.

La deuxième vice-présidente Ursula Zybach prend la direction des délibérations.

Ursula Zybach, Spiez (PS), deuxième vice-présidente. Ich gebe dem Mitmotionär Grossrat Ueli Studer das Wort.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Es kommt selten vor, dass ich Mitmotionär bei Grossrat Seiler oder sonst jemandem der grünen Fraktion bin. Aber hier wird ein Problem aufgegriffen, das auch mir sehr wichtig ist. Dies im Wissen, dass nicht die Regierung hauptsächlich Massnahmen ergreifen kann. Das ist mir klar. Es handelt sich jedoch um einen Bereich, bei dem ich froh bin, dass wir heute darüber diskutieren und dafür sensibilisieren können. Worum geht es mir? Als ehemaliger Bildungsvorsteher in der Gemeinde Köniz wurde ich ab und zu von Eltern angesprochen, die in die Situation geraten waren, dass man ihre Kinder abklärte und zum Schluss kam, es sei richtig, diesen Kindern Ritalin zu geben. Junge Eltern sind durch solche Äusserungen verunsichert – verunsichert in der Handhabung, verunsichert in der Erziehung, aber auch verunsichert, ob sich ihr Kind überhaupt richtig entwickelt, wenn es sich nicht immer gleich anpassen kann. Es stellt sich dann auch die Frage, wo die Schule steht und wie viel Sicherheit sie den Kindern und den Eltern geben kann. Wenn ich von Verunsicherung spreche, meine ich auch Verunsicherung bei den Kindern. Sie sind die Betroffenen und ihnen werden die Mittel verabreicht, die sie ruhigstellen sollen. Für Kinder ist das einschneidend. Davon bin ich überzeugt. Und manchmal kann ein Mittel des Teufels sein, manchmal kann es aber auch von Glück sein. Es soll jedoch Kindern, die vielleicht ein wenig anders sind als die andern, nicht leichtfertig verschrieben oder verabreicht werden.

Ich habe mich einmal informiert, was Ritalin eigentlich ist und was darüber gesagt wird. Wahrscheinlich haben das auch andere Ratsmitglieder gemacht. Ich bin weder Chemiker noch Mediziner, und über Ritalin wird im Internet sehr viel geschrieben: Das geht so weit, dass es heisst, es sei die Einstiegsdroge Nummer eins für junge Leute. Ich will aber nicht den Teufel an die Wand malen. Denn die Mediziner wissen es sicher besser als ich. Ich bitte den Regierungsrat, die GEF und die ERZ, vermehrt zusammenzuarbeiten und alles zu versuchen, dass solche Mittel nicht leichtfertig abgegeben werden können, wie auch immer über die Motion entschieden wird. Ich spreche damit auch die Lehrerinnen und Lehrer an, die dafür sensibilisiert werden sollen, dass Kinder, die sich nicht ganz so normal verhalten, wie man es gerne hätte, nicht gleich abgeklärt werden und ihnen nicht gleich ein solches Mittel verschrieben wird.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Wenn man den Einsatz von Psychopharmaka bei Kindern reduzieren will, ist die beste Prävention sicher die, dass die Kinder in einer intakten Umgebung aufwachsen können und genügend Bewegung haben, auch wenn es nur gerade der Schulweg ist. Dies als Vorbemerkung. Was die Motion Seiler fordert, fällt aber ganz eindeutig nicht in den

Kompetenzbereich des Berner Kantonsparlaments. Ich zitiere – und, sorry, es ist ein sehr spezielles Zitat: «Mit tonnenweise Ritalin [...] werden [...] 35 000 Kinder [...] zurechtgebogen, gestutzt, stillgehalten und [...] ihrer Integrität und Einzigartigkeit beraubt.» Das sind plakative Aussagen der Motionäre ohne jegliches Fundament, hinter denen unsere Fraktion selbstverständlich nicht stehen kann. Wir Parlamentarier sind als medizinische Laien nicht befugt, in die Medikation von Jugendlichen einzugreifen. Das ist in erster Linie Sache der medizinischen Fachgesellschaften. Die BDP-Fraktion verteidigt damit nicht etwa die Psychopharmaka-Lobby. Aber so, wie diese Motion daherkommt, geht es nicht. Es käme auch niemandem in diesem Saal in den Sinn, in die Krebsmedikation eingreifen zu wollen. Sowohl die Motion als auch ein allfälliges Postulat ist nicht stufengerecht und wird von uns abgelehnt.

Le président Marc Jost reprend la direction des délibérations.

Samantha Dunning Thierstein, Biel/Bienne (PS). Le groupe socialiste PS-JS-PSA rejette la motion concernant la prescription de psychotropes, en particulier la Ritaline aux enfants. Nous comprenons les préoccupations des motionnaires concernant l'augmentation des traitements au méthylphénidate. Cependant, comme le souligne le Conseil-exécutif dans sa réponse, des mesures ont été prises au niveau fédéral, en menant une étude qui affirme que les troubles hyperactifs avec déficit d'attention sont traités de manière adéquate. La médication est accompagnée de traitements thérapeutiques comportementaux et sociaux et n'est prescrite que si elle est nécessaire. De plus, ce sont les médecins qui sont, à ce que je sache, formés qui prescrivent de tels traitements. Je pense, et je l'espère, qu'ils connaissent leur métier, alors faisons-leur confiance. Si ce n'est pas le cas, les parents peuvent toujours changer de médecin pour leurs enfants ou même demander un second avis. C'est pourquoi nous considérons qu'il n'est pas nécessaire d'agir au niveau cantonal, puisque ce sujet est déjà pris au sérieux au niveau national et que des mesures sont déjà prises légalement. Le groupe socialiste PS-JS-PSA vous recommande donc de rejeter la motion.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Ich habe etwas mitgebracht (*l'oratrice montre une photo l'assemblée*): Es handelt sich um ein Bild, das ich letzte Woche in der Zeitung sah. Da steht auf einer Serviette: «Have a nice day, you are doing a wonderful job. God bless from a mother who knows.» Die Geschichte dahinter ist folgende: Eine Mutter musste mit ihrem medikamentenbedürftigen Sohn, bei dem die Diagnose ADHS, Autismus oder Asperger lautet, zum Zahnarzt gehen. Ein Zahnarztbesuch ist jedoch für wahrnehmungsgestörte Kinder nicht ganz einfach. Es war ein Riesenstress für alle Beteiligten. Nach dem Zahnarztbesuch entschied sich die Mutter, nicht einkaufen zu gehen und anschliessend zu kochen, sondern bestellte in einem Restaurant eine Mahlzeit zum Mitnehmen, wie das die «Amis» so zu machen pflegen. Im Restaurant flippte der Junge jedoch aus, warf sich auf den Boden und begann herumzuschreien. Die Mutter verliess mit ihm das Restaurant und versuchte ihn zu beruhigen. Danach kam sie wieder ins Restaurant, um ihre Bestellung zu bezahlen und abzuholen. Dort fand sie ihre Bestellung bezahlt vor, mit dieser Serviette darunter. Langer Rede kurzer Sinn: Die Frau begann zu weinen und sagte, sie habe sich noch nie so verstanden gefühlt. Sie erlebe immer nur Ablehnung und Unverständnis; Leute, die ihr sagen, sie habe ihren Sohn schlecht erzogen, etc.

Was will ich mit dieser Geschichte sagen: Ich möchte auf die Gesellschaftskritik antworten, auf die nicht nur in dieser Geschichte angespielt wird, sondern die insbesondere vom Motionär aufgenommen wird. Er fordert in markigen Worten eine Reduktion der professionell verordneten Gewalt und spricht in seiner Begründung auch von einer «Verdingung» der Kinder und Jugendlichen an die Pharmaindustrie. Solche Aussagen lassen aufhorchen. In der Schweiz sind in vielen Familien Kinder und Jugendliche betroffen, und ein hoher Medikamentenkonsum verspricht entsprechend hohe Gewinne für die Pharmafirmen. Aber ist das die ganze Wahrheit? Man weiss heute, dass die in der Motion angesprochene Dichotomie – kreativ, unbesorgt, kindlich versus materialistisch, einheitlich funktionierend – heute nicht mehr gilt; sie ist wissenschaftlich nicht belegbar. Heute besteht sogar ein Konsens darüber, dass Kinder mit ADHS-Symptomatiken trotz gleicher Intelligenz wie ihre Peergroup oft schlechtere Noten haben. Entsprechend haben sie schlechtere Berufs- und Karrierechancen. Es wird aber noch schlimmer: Weiter ist für sie die Wahrscheinlichkeit, in der Drogensucht zu enden oder in der Kriminalität, sogar höher. Das kann unter anderem davon herrühren, dass Menschen manchmal dazu neigen, sich selbst zu therapieren und zu machen, was ihnen guttut – in dem Fall natürlich etwas, dass ihnen nur scheinbar guttut, weil sie sich selbst mit solchen Substanzen etwas zu beruhigen versuchen.

Kreativität heisst bei Kindern aber zum Beispiel, eine selbst erfundene Geschichte erdenken und vielleicht sogar niederschreiben zu können. Oder einen eigenen Weg zu finden, um eine Aufgabe zu lösen. Oder lange genug stillsitzen zu können, um einmal etwas zu lesen, ein Musikstück zu Ende zu spielen etc. Manchen Kindern ist das ohne Weiteres möglich, anderen leider aber erst mit zusätzlicher Unterstützung von Lehrern, Therapeuten oder Medikamenten. Wenn wir kreative Menschen wollen, mit oder ohne Ritalin, müssen wir Inseln schaffen, auf denen sie diese Seite ihres Wesens ausleben können, sei es in der Schule, bei Werken und Sport, oder sei es in der Freizeit, beim Malen oder Musizieren etc. Aber genau dort haben wir in der vergangenen Zeit gespart. Schulstunden wurden zusammengestrichen. Gerade in den weichen Fächern wie Werken, Sport und Musik wurden Stunden weggespart. Die Klassen wurden sogar noch vergrössert. Den Lehrkräften wurden vermehrt integrative und erzieherische Aufgaben übertragen. Wenn man es aus der Sicht der betroffenen Kinder und Familien betrachtet, hat man damit ein klassisches Eigengol geschossen. Gerade in diesen Fächern erhalten viele dieser Kinder und Jugendlichen eine gewisse Balance, die ihnen ein geordnetes Lernen und Leben ermöglicht. Im Endeffekt heisst das, dass wir zwar eine fröhliche, kreative und leistungsbereite Kinder- und Jugendschar wollen, die Rahmenbedingungen dafür jedoch nicht optimal gestalten. Die EVP-Fraktion unterstützt Massnahmen, welche die falschen Weichenstellungen korrigieren. Wir sind auch bereit, in diesem Bereich in unsere jungen Menschen zu investieren. Entsprechend unterstützen einige von uns ein Postulat, damit gewisse Sachen untersucht werden. Der Motion verwehren wir uns jedoch, weil sie sehr viele Unterstellungen enthält, die wir nicht mittragen können, unter anderem den Seitenhieb auf den Kinderschutz, der mit viel unnötiger Medikation auf dem Buckel von armen Kindern vollzogen werde: Das ist einfach eine falsche Unterstellung.

Le président. Jetzt kann ich mir einen Spruch fast nicht verkneifen: Vielleicht haben wir nun einen Einblick in das erhalten, was Beutlers gestern beim Abendessen diskutiert haben oder heute diskutieren werden. Für die EDU-Fraktion hat Grossrat Beutler das Wort.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Nun kann man sich vorstellen, wie unsere Telefonrechnung aussieht. Und jetzt weiss ich auch, weshalb bei uns zu Hause so viele weisse Servietten herumliegen. Ich sollte meiner Frau vielleicht wieder einmal eine nette Botschaft schicken.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, es ging ein Aufschrei durch die Fachwelt, als Leon Eisenberg, einer der Pioniere, die das Aufmerksamkeitsdefizit-Hyperaktivitätssyndrom (ADHS) als Erste beschrieben haben, quasi auf dem Sterbebett – um 2010 herum – sagte, ADHS sei eine erfundene Krankheit und einzig die Pharmaindustrie profitiere davon. Es war ein Aufschrei von Eltern, deren Kinder, die schwere ADHS-Symptome zeigen, mit Ritalin ein einigermaßen normales Leben führen können. Es war aber auch ein Aufschrei der Chemiekritiker, die sagen, sie hätten schon immer gewusst, dass man die Kinder mit Chemie vergifte. Es handelt sich offensichtlich um ein emotionales Thema. Deshalb ist es wichtig, zu versuchen, anhand von Fakten die Geschichte etwas auf den Boden zu bringen. Ich habe mir die Mühe genommen, für mein heutiges Votum mit betroffenen Eltern zu sprechen. Fakt ist auf der einen Seite: Es gibt Kinder mit dermaßen ausgeprägten ADHS-Symptomen, dass sie kaum tragbar sind: Ein Zahnarztbesuch wird zu einer Zumutung und ein Essen im Restaurant ist unmöglich. Diese Kinder können mit Ritalin existieren; ohne Ritalin sind sie so aufwendig, dass es fast nicht zu bewältigen ist. Noch eine kurze Bemerkung zum Votum von Grossrat Ueli Studer: Es ist ganz klar erwiesen, dass Ritalin eine Drogenkarriere verhindert und nicht fördert. Aber: Es ist auch ein Fakt, dass in den letzten zehn Jahren eine Verdreifachung der Ritalinabgabe stattgefunden hat, seit 1999 ist es sogar eine Verzehnfachung. Das kann es auch nicht sein. Fakt ist auch, dass die Pharmaindustrie in der Schweiz pro Jahr mit Ritalin 15 bis 20 Mio. Franken verdient und dass die Langzeitfolgen einer längeren Abgabe von psychoaktiven Medikamenten nicht erforscht sind. Das ist aus meiner Sicht ein sehr wichtiger Fakt. Ich wirke selbst in einem Drogenprojekt mit, in dem wir mit den Langzeitfolgen des Opiatkonsums konfrontiert sind. Dort sind die Folgen von grosser Tragweite. Deshalb ist es für mich auch ein Fakt, dass mit der massiven Zunahme in den letzten Jahren eine Mehrheit der Kinder, die mit Ritalin behandelt werden, eigentlich kein klassisches ADHS im strengen Sinn der Definition hat. Dort besteht Handlungsbedarf.

In der Antwort des Regierungsrats wird ein Bericht zitiert. Ich habe mir die Mühe gemacht, ihn übers Wochenende zu lesen. Es wurde kein einziger Kinderarzt befragt, auch kein Lehrer und keine betroffenen Eltern. Ich bezweifle, dass dieser Bericht dazu dienen kann, eine Aussage darüber zu machen, ob Handlungsbedarf besteht oder nicht. Unseres Erachtens besteht indessen

Handlungsbedarf. Aber wie? Die EDU-Fraktion denkt nicht, dass die vorliegende Motion zielführend und geeignet ist, um den Ritalinverbrauch zu reduzieren. Wir unterstützen das Anliegen in Form eines Postulats und überlegen uns, in der nächsten Session einen Vorstoss mit einer konkreteren Wortwahl einzureichen, um zu versuchen, im Kanton Bern dieses Problems wirklich Herr zu werden.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Vorab möchte ich den Motionären von Herzen danken, dass sie dieses Thema, das, wie aus den Voten zu spüren war, sehr emotional, aber auch sehr wichtig ist, aufgegriffen haben. Das Stilllegen von Kindern und Jugendlichen mit Psychopharmaka ist ein dauerhaftes Thema. Wie wir bereits gehört haben, entsteht es sehr oft in der Schule. Fast immer taucht das Problem dann auf, wenn Schülerinnen oder Schüler auffälliges Verhalten zeigen, welches man entsprechend zu lösen versuchen muss. Bekanntlich wird beispielweise Ritalin in den Medien und in Studien als grösste Droge taxiert. Ich bin nicht ganz derselben Meinung wie Grossrat Beutler. Es ist ein Medikament, das in den letzten Jahren in unheimlichen Mengen an Kinder und Jugendliche verabreicht wurde. Die Auswirkungen dieses Medikaments, vor allem die Langzeitschäden, sind, wie ebenfalls gesagt wurde, wissenschaftlich sehr schlecht belegt. Hingegen ist bestens bekannt, dass Abhängigkeiten von diesem Medikament ein grosses Ausmass haben. Die Nebenwirkungen von Ritalin können, wie ich in einem deutschen Bericht gelesen habe, gemessen werden. Ritalin verursacht gravierende Fehlfunktionen des kindlichen Gehirns, das heisst, ein Schrumpfen des Gehirns, aber auch Wachstumsstörungen und so weiter. Etwas Interessantes, das man ebenfalls feststellen konnte, und zwar in der Schweiz, ist der Umstand, dass vorwiegend junge Knaben in den Schulen von Ritalinverordnungen betroffen sind. Die Auswirkungen auf die Entwicklung gerade der Kinder ist also alles andere als harmlos. Als langjährige Schulvorsteherin der Gemeinde Zweisimmen kann ich sagen, dass sehr wohl die Eltern von diesem Thema betroffen sind. Meistens gibt es dort Probleme, wo die Eltern nicht stark genug sind, um sich mit diesem Thema intensiv zu befassen, und nicht den Mut und die Kraft haben, sich gegen die Verabreichung von Ritalin zu wehren. Dort, wo die Klassen gross sind und wo es sehr viele unterschiedliche Niveaus hat, gibt es zum Teil sehr wohl Lehrer, die sagen, man müsse das Problem eines auffälligen Schülers oder einer auffälligen Schülerin mit Ritalin zu lösen versuchen. Die Unterrichtsformen entsprechen zum grössten Teil den hyperaktiven Kindern nicht. Ein weiteres Phänomen kann zudem beobachtet werden: Ritalin ist auch auf dem Schwarzmarkt ein sehr aktiv vertriebenes Medikament. Nicht nur Schülerinnen und Schüler in den Volksschulen nehmen Ritalin, sondern auch Studenten und Studentinnen, die es brauchen, um sich an den Prüfungen konzentrieren zu können. Via Internet kann man sich Ritalin besorgen. Es sind junge Leute, die das Ritalin beibehalten und damit ihr Taschengeld aufbessern. Ich bezeichne das als unkontrollierten Missbrauch von verordneten Medikamenten. Beiläufig wurde bereits gesagt, dass weltweit gerade für die Pharmaindustrie die ganze Medikation ein Milliardengeschäft ist. Die SVP unterstützt grossmehrheitlich Ziffer 1; Ziffer 2 wäre eine grosse Herausforderung für die Umsetzung: Dort wird die SVP grossmehrheitlich nein stimmen.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR). Das angesprochene Problem darf sicher nicht bagatellisiert werden. Ritalin und andere Psychopharmaka müssen mit Bedacht und Zurückhaltung eingesetzt werden. Wie alles andere im Leben bewegt sich aber auch Ritalin in einem Graubereich. Es ist weder ein Teufelszeug noch ein Allerweltswundermittel für die Lösung jeglicher Probleme. Bei der Verschreibung dieser Mittel bewegen sich die Ärzte zweifellos auf einem Grat. Ich bin aber persönlich davon überzeugt, dass sich der weitaus grösste Teil der Ärzte ihrer Verantwortung voll und ganz bewusst sind. Diese Einschätzung eines absoluten Laien wird mindestens durch den in der Antwort des Regierungsrats erwähnten Bericht des Bundesamts für Gesundheit (BAG) ebenfalls bestätigt. Ich muss ehrlich zugeben: Auch wenn ich vorhin die Diskussion verfolgt habe, bin ich als Nichtmediziner heillos erleichtert, dass ich mich zu dieser Frage nicht verbindlich positionieren muss. Ich wäre schlicht überfordert. Das führt mich zum letzten Satz, den der Regierungsrat in seiner Antwort geschrieben hat. Dort sagt er nämlich, dass der Kanton Bern für die inhaltliche Bearbeitung dieser Fragen nicht zuständig ist. Die völlige Überforderung, die wir bei diesem Geschäft persönlich fühlen, bestätigt mir auch, dass diese Kompetenzordnung richtig ist. Diese Fragen sollten wir den zuständigen Fachorganisationen, den Ärzten, dem BAG, Swissmedic und den Lehrpersonen überlassen. Die FDP-Fraktion unterstützt daher den Antrag des Regierungsrats auf Ablehnung der Motion.

Hannes Graf-Zaugg, Uetendorf (pvl). Ich nehme es gleich vorweg: Die glp ist grossmehrheitlich gespalten. (*Hilarité.*) Keine Angst, bei mir dauert das Votum nicht fünf Minuten, denn ich habe keine Berichte gelesen. Inhaltlich wurde heute die Wichtigkeit dieses Themas genügend betont; wir können das nachvollziehen. Auch wir erachten es als ein wichtiges Thema. Doch nun folgt das grosse Aber: Es ist nicht stufengerecht. Das hiess es auch in der ersten Fraktionssitzung. Es gehört nicht in den Grossen Rat. Wir bewegen uns hier in einer philosophischen Diskussion von Bonsai-Nationalräten. Es handelt sich um ein gesellschaftliches Problem. Grossrätin Beutler hat es sehr schön gesagt. Wir suchen heute Normen, wollen sie sprengen oder wieder einführen. Wir sind alle so hilflos, dass wir Medikamente brauchen. Wir haben hier im Rat wohl noch nie gesellschaftliche Probleme gelöst. Wir können höchstens punktuell gewisse Sachen machen, aber ein gesellschaftliches Problem können wir damit nicht lösen. Das Hauptproblem ist, dass es heute gerade in der Schule viel zu wenige POS-Kinder gibt. POS ist eine neue Abkürzung und bedeutet «Potz ohne Syndrom». Solche Kinder gibt es heute fast keine mehr. Deshalb haben wir bekanntlich dieses Problem. Ich gebe noch an, wie es vorhin aussah: Fünf Fraktionsmitgliedern ist es egal, dass die Motion nicht stufengerecht ist; sie werden sie annehmen. Die Übrigen lehnen sie aus formalen Gründen ab. Aber so, wie ich meine Fraktion kenne, wäre es durchaus möglich, dass diese Zahlen schon wieder Makulatur sind – je nachdem, wie halt die Medikamente eingestellt sind. (*Hilarité*)

Le président. Ich gebe vor der Pause noch einer Sprecherin das Wort, nämlich Grossrätin Iannino Gerber für die grüne Fraktion.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Wenn ich die Liste der Rednerinnen und Redner sehe, die sich noch eingetragen haben, ist es doch nicht so einfach mit diesem Thema. Auch die grüne Fraktion hat hart diskutiert, und die Fraktion ist ebenfalls gespalten, ob dies nun die richtige Stufe ist oder nicht. Das Anliegen ist doch sehr ernst und muss gleichwohl auch auf kantonaler Ebene besprochen werden. Es löst Emotionen aus, aber das darf es auch. Keiner hier im Saal möchte wohl, dass ein Kind im Kindes- oder Jugendalter Psychopharmaka einnehmen muss. Deshalb ist die Forderung der Motionäre in Ziffer 1 sehr wohl nachvollziehbar. Die Diagnose ADHS führt bekanntlich nicht unweigerlich zur Verabreichung von Medikamenten. Deshalb könnte sich der Kanton hier wirklich einsetzen und präventiv wirken. Das wäre ganz klar eine kantonale Aufgabe und keine nationale. Die GEF könnte präventive Arbeiten zusammen mit der ERZ und mit Lehrpersonen oder mit Elternräten oder wo auch immer aufnehmen. Bekanntlich gibt es verschiedene Gefässe, in denen man über dieses Thema sprechen kann. Deswegen ist unsere Fraktion ganz klar für Annahme von Ziffer 1. Bei Ziffer 2 war der Diskussionsbedarf etwas grösser. Wir sind denn auch geteilter Meinung. Die einen werden eine Motion unterstützen. Falls die Motionäre den Vorstoss in ein Postulat wandeln würden, würden wir sicher auch das Postulat vollumfänglich unterstützen. Wenn die Motionäre eine Untersuchung verlangen, die pädagogische Massnahmen und Methoden prüft, damit die Verabreichung von Ritalin reduziert werden kann, heisst das nicht, dass der Kanton dies selbst an die Hand nehmen muss. Es ist überhaupt kein Problem, einen solchen Auftrag beispielsweise der Pädagogischen Hochschule (PH) zu erteilen, die ihn zusammen mit anderen pädagogischen Hochschulen ausführen könnte. Immerhin weist der BAG-Bericht auch darauf hin, dass die Häufigkeit von ADHS bei Kindern und Jugendlichen aufgrund veränderter Umweltbedingungen zunimmt. Ob die Behandlung von ADHS ausschliesslich mit Medikation oder Psychotherapien ausreicht, wird von vielen bezweifelt. Deshalb ist eine Untersuchung nötig, die weitere Therapieformen in Betracht zieht. Es ist daher angemessen und wünschenswert, dass sich der Kanton diesbezüglich einsetzt.

Le président. Ich muss mich bei Grossrätin Iannino Gerber entschuldigen. Ich habe in der zweitletzten Session meines Präsidialjahres noch etwas gelernt: Kunde ja nie vor der Pause die letzte Sprecherin oder den letzten Sprecher an, sonst verlässt die Hälfte der Ratsmitglieder bereits den Saal. Wir beginnen dafür nach der Pause umso pünktlicher, damit Grossrat Kohler nicht vor leeren Reihen sprechen muss. Ich wünsche allen einen guten Appetit.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 30.

Les rédactrices:

Priska Vogt (d)

Catherine Graf Lutz (f)